Après la montée social-démocrate

Il est *« légitime que notre Congrès suscite de l'intérêt au-delà de nos rangs »*, remarque Georges Marchais dans son rapport présenté devant le dernier Comité central du PCF. Disons plus : cet intérêt existe déjà, une discussion existe déjà et s'amplifie depuis le 26 avril ; jamais nos échanges avec des militants et des sympathisants du PCF n'ont été aussi sérieux et aussi approfondis qu'aujourd'hui. Ces camarades ont le souci de faire le point dans leurs rangs, dans leurs propres instances... et nous ne nous en mêlons pas. Ils ont aussi le souci de confronter leurs points de vue avec d'autres militants du mouvement ouvrier, avec d'autres militants qui se réclament du communisme hors de leurs rangs. Cela est une nécessité, car la situation politique ouverte le 26 avril, dont l'affaiblissement électoral du PCF est l'une des données, n'est nullement une affaire interne au PCF ; car l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie en France concerne l'ensemble de la classe ouvrière, de ses organisations, de ses militants.

Et aussi notre parti, qui s'efforce de saisir les nouveaux caractères de la situation, d'en comprendre les causes, en profondeur. Pourquoi, dans les rangs ouvriers et populaires la solution social-démocrate a-t-elle marqué autant de points ? Pourquoi les autres solutions ont-elles été contrebattues, voire laminées, celle du PCF, mais aussi celles de « l'extrême-gauche » et aussi la nôtre, par l'essor spectaculaire de l'impact socialiste ? Le pôle communiste est-il irrémédiablement conduit à perdre de son attrait dans notre pays ? Nous sommes des communistes et ces questions nous interpellent vigoureusement. Nous avons étudié les réponses fournies par le dernier Comité central du PCF ; voici les premières remarques qu'elles nous ont inspirées. A charge pour nous tous, dans une discussion active dans les rangs ouvriers, avec les militants ouvriers, avec les syndicalistes, avec tous les militants communistes, d'approfondir ces premières réflexions, de les confronter à la réalité, et de contribuer à définir les orientations de notre action. Nous ne visons à faire pression sur personne —et qui le pourrait en vérité ? Notre souci est de participer à la réflexion engagée dans les rangs de la classe ouvrière, et de contribuer positivement à son action transformatrice, à son combat révolutionnaire.

Camille GRANOT

Le rapport du Comité central du PCF analyse les résultats des élections présidentielles et législatives : défaite de la droite, progrès du Parti socialiste, diminution significative du score électoral du PCF et il conclut : *« Il faut le reconnaître : nous venons de subir un sérieux revers. il convient donc d'en comprendre les raisons, d'en dégager les causes, et de tirer de cette analyse toutes les conclusions pour la poursuite de notre activité. »*. Il analyse en premier lieu la réalité du fait « présidentiel » qui a conduit à la logique du « vote utile », l'examine dans l'histoire de la V ème République et de ses différents scrutins et aborde ensuite : *« la double question qui se pose. A savoir : pourquoi une partie de notre électorat n'a-t-elle pas résisté à l'attraction du Parti socialiste ? Et même, plus largement, pourquoi n'est-ce pas notre parti qui apparaît le mieux placé pour être l'animateur de la lutte pour le changement ? »* Autrement dit, pourquoi le PS a-t-il gagné aux dépens du PCF ? Pourquoi la politique du PCF n'a-t-elle pas été retenue par une large majorité d'électeurs, pourquoi a-t-elle été rejetée par une partie des électeurs communistes habituels ?

On peut traiter en effet ces deux questions.

Pourquoi le PS a t'il gagné ?

Des années 60 où il recueillait dans les 10% des suffrages —avec la chute de 5% aux présidentielles de 1969— à aujourd'hui, le Parti socialiste a fait une remontée électorale spectaculaire aux dépens du Parti communiste français que ne suffisent pas à expliquer la technique électorale et le jeu des institutions de la V ème République.

MAUVAISE VOLONTE DU PS?

Le rapport du CC du Parti communiste français avance une autre explication, en arguant de la *« volonté du Parti socialiste d'obtenir un affaiblissement de notre parti et un rapport de forces qui lui soit plus favorable »*. Certes. Cet objectif est constant et avoué par les dirigeants socialistes eux-mêmes, jusqu'au plus « unitaire » d'entre eux, François Mitterrand, qui justifie ainsi sa stratégie d'union, à Vienne devant l'Internationale socialiste : *« Refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le Parti communiste lui-même et faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs, trois peuvent voter socialiste »*. C'est en 1972, année de la signature du Programme commun. Huit ans plus tard, la mission est quasi accomplie, comme l'indique à la veille des présidentielles de 81, le dirigeant socialiste Jean Poperen : *« Si, depuis trois ans, le terrain se dérobe sous les pas des dirigeants communistes, c'est qu'ils n'ont pas compris la situation nouvelle, et quasiment sans précédent, où ils se trouvent : le tête à tête avec un Parti socialiste fort, prépondérant électoralement et de plus en plus présent sur les terrains de lutte, et en même temps unitaire : un parti qu'on ne peut ni dominer, ni rejeter à droite ; en bref, un parti qui occupe le terrain à gauche. C'est là le fait nouveau, qui a bouleversé la politique française, qui crée une possibilité réelle d'alternative à gauche, c'est cela qui gêne les plans de Giscard, de Ceyrac et de Brejnev »*.

Par la stratégie d'union de la gauche, Mitterrand est crédibilisé comme « homme de gauche et rassembleur » lors des présidentielles de 1965 ; par la stratégie d'union, le nouveau PS issu d'Epinay se remet à flots et devient une alternative sérieuse dans le pays ; après la rupture de l'union, le Parti socialiste, se réclamant toujours de l'union, continue à marquer des points. Le 26 avril, il a rempli l'objectif de 1972 pour une large part.

Reconnaître ces faits n'explique pas grand'chose néanmoins ; car il y a beau temps que la stratégie socialiste est exprimée et connue ; le Comité central du PCF n'a pas été surpris ; il la connaît depuis ses débuts ! Expliquer la réalité comme celle d'un duel singulier, à « un PS monte et un PCF recule », conduit à une impasse : le PS ferait-il preuve d'une plus grande intelligence politique, de plus de malignité, de moins de loyauté ? Là n'est pas le fond de l'affaire, car l'histoire des vingt dernière années, ne se réduit nullement à un combat de boxe où PS et PCF se disputeraient la confiance populaire. Nous ne voyons pas les choses ainsi.

OU LA FUSION AVEC LA REALITE DES 20 DERNIERES ANNEES

Le combat —et combat il y a—, oppose la classe capitaliste à la classe ouvrière et aux autres travailleurs de notre pays. Dans quelles conditions se mène ce combat, quels sont les atouts des capitalistes, quelle est la situation de la classe ouvrière, a-t-elle des alliés, comment et sur quoi se mobilisent-ils contre le capitalisme, autant de questions dont les réponses permettent de situer la remontée social-démocrate dans le pays. Le rapport du Comité central du PCF n'évoque la réalité française qu'en une seule phrase : *« Dans ces vingt années, le monde a beaucoup changé. La France d'abord, qui a vu des modifications s'opérer dans la réalité économique, la composition sociologique, les traditions politiques et idéologiques, les comportements et les mœurs, les institutions elles-mêmes »*, et ne s'en tient qu'à l'analyse des seules institutions. Il aurait gagné à examiner les résultats électoraux sous l'angle de l'analyse de classes ; quels hommes et quelles femmes se reconnaissent dans le PS aujourd'hui ? 33% de l'électorat ouvrier, 30% des cadres moyens et employés, 19% des cadres supérieurs et professions libérales, selon les résultats du premier tour des présidentielles, alors que pour le PCF, les chiffres sont respectivement, 30%, 18% et 7%. L'analyse de la structure de l'électorat socialiste montre également le poids significatif des employés, cadres moyens et professions libérales, poids supérieur à leur place numérique dans la société française.

Voilà quelques indications précieuses pour comprendre la « percée du PS », due en *« grande partie, à cette réconciliation avec les nouvelles couches de la société technicienne »*, comme le souligne Pierre Mauroy en 1978. Des millions d'hommes et de femmes se reconnaissent dans le Parti socialiste aujourd'hui : cadres administratifs, professeurs, éducateurs, techniciens, ingénieurs, cadres commerciaux etc... Ces couches que l'on a appelé souvent « les couches moyennes » ou « la nouvelle petite bourgeoisie urbaine » se sont considérablement gonflées en quelques vingt années en raison des transformations technologiques du capitalisme et de l'excroissance du capitalisme monopoliste d'Etat dans notre pays, et leur rôle social est venu à l'avant-scène. Longtemps satisfaites de la « croissance » des années 60, ces « couches », touchées par la crise de 74, dans leur emploi, mais aussi dans leur rôle social, aspirent à des changements : un partage des responsabilités dans la gestion, une meilleure qualité de la vie, un environnement plus agréable, une transformation des relations individuelles, une meilleure information. Ces aspirations qui portent sur le « qualitatif » —le cadre de vie, le dialogue, la décentralisation—, visent des effets et des méfaits du capitalisme contemporain ; elles ne remettent pas nécessairement en cause le noyau de la société capitaliste : l'exploitation des travailleurs par une minorité de détenteurs des moyens de production. Le rapport du CC du PCF parle d'un *« changement limité »* voulu par les masses populaires : sans doute faut-il être plus exact ; le changement ne se comptabilise pas en plus ou en moins ; il nous faut savoir avec précision quelles couches de notre société se sont mises en mouvement ces dernières années, et pour quels changements, pour la satisfaction de quels intérêts.

La remontée du Parti socialiste s'est appuyée, sur l'émergence de ces couches dites « moyennes » : il a fusionné étroitement avec leurs aspirations spécifiques au changement, a entrainé dans son orbite leurs luttes anticapitalistes particulières —écologie, cadre de vie, libération des femmes etc...— et par là même, a su intégrer certaines revendications que le Mouvement de la jeunesse avait fait exploser en 1968. Tel est l'un des secrets de la remontée du Parti socialiste. On changera la vie, la société, le pouvoir... mais on ne changera pas DE société ni DE système. Ces précisions maintes fois répétées par les dirigeants socialistes ont trouvé un large écho dans d'importantes couches populaires, y compris dans la classe ouvrière. C'est un fait objectif qu'il faut analyser avec attention.

Le rapport présenté par Georges Marchais, quant à lui, ne s'en tient qu'aux conséquences de la réalité sociale et politique manifestée par le succès du PS et dit : *« la bataille claire menée par le parti... n'a pas été prise en compte par de larges masses. »*. C'est bien trop se regarder le nombril ! Les larges masses ont choisi AILLEURS, et c'est ce fait politique là qu'il faut comprendre dans toute sa complexité et dans tous ses aspects nouveaux. Faute de quoi, on répètera à qui mieux mieux qu'on a toujours raison, que les objectifs sont clairs... et qu'on est des perpétuels méconnus et incompris ! Et si la bataille n'avait été pas si claire que cela ?

Forme ou contenu de l'union ?

Soyons justes, le rapport reconnaît bien que tout n'a pas été toujours clair. Il indique que le PCF était conscient des *« risques que recélait cette stratégie d'union autour d'un programme commun »*, à savoir *« les illusions »* susceptibles d'être engendrées à l'égard du Parti socialiste. Or, poursuit-il, il n'a pas été possible d'y faire face. Pour trois raisons relevées par le rapport :

—*« une forme d'union porteuse de grands défauts »*.

—une *« guerre idéologique »* à laquelle le PCF a prêté le flanc.

—les insuffisances et les retards dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie du PCF.

Examinons tout à tour chacune d'entre elles.

FORME DE L'UNION?

D'abord la forme de l'union. Le PCF l'a déjà critiquée à son XXIIIe Congrès : union au sommet, se suffisant à elle-même pendant la période du Programme commun alors que —dit le rapport— l'union *« nouvelle »*, correcte, *« c'est l'union en bas, dans les luttes, sur tous les terrains, une union solide parce qu'elle se construit entre tous les intéressés autour des objectifs qu'ils se donnent eux-mêmes. Et c'est sur cette union que peut reposer l'union entre les formations politiques autour d'accords " qui favorisent l'union et non la freinent, qui correspondent au mouvement réel et non le précédent " »*. Quel militant ouvrier ne souscrirait pas à cette conception de l'union, dans l'action, à la base, façonnée par les masses elles-mêmes ? Il est vrai que l'accord conclu au sommet pendant cinq ans avec le Programme commun de gouvernement a contribué à rendre des plus floue la différence entre les stratégies du PCF et du PS : on était pour l'union de la gauche, voilà tout. Une plus grande activité commune à la base aurait-elle éclairé les choses ? On peut en douter... en s'exerçant quelque peu la mémoire : de 1972 à 1977, partout où l'union à la base existe, dans les entreprises, sur le plan syndical, tant bien que mal, et parfois fort bien, l'action n'est pas menée dans

UNE INDISPENSABLE DISCUSSION ENTRE TOUS LES COMMUNISTES

la plus grande clarté, tant s'en faut : on réduit certains objectifs à minima pour ne pas effrayer le partenaire, on freine des luttes... pour concentrer tout sur le terrain du Programme commun et des échéances électorales. N'a-t-on pas tant fait crier lors des manifestations des années 70, *« Union, action, Programme commun »* et du même coup, subordonné l'action unitaire de base, de masse, à la politique définie au sommet ?

OU CONTENU?

On le voit, la question ne tient pas tant dans la forme de l'union, que dans SON CONTENU POLITIQUE. Pour quels objectifs et sur quelles bases, autour de quelles revendications fut-elle conclue? Voilà de bonnes questions! Pour bien faire, il faudrait reprendre, à la lumière d'aujourd'hui, l'examen du Programme commun, qui fixa l'alliance entre le PCF et le PS de 1972 à 1977. Préservait-il les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ou bien des glissements significatifs ne plaçaient-ils pas les intérêts ouvriers à la remorque des autres couches? Nous avons rappelé plus haut les aspirations particulières des « couches » sur lesquelles le Parti socialiste s'est appuyé : sont-elles incompatibles avec celles de la classe ouvrière? Nullement, mais si elles prennent le pas dans l'alliance, jamais, au grand jamais, les intérêts révolutionnaires du prolétariat ne seront garantis. Chaque militant ouvrier le sait d'expérience : des demandes des ITC peuvent éventuellement être accordées par le patronat sans que rien ne change pour les ouvriers ; par contre une action victorieuse ouvrière profite toujours aux autres catégories de travailleurs. Le contenu de classe de l'alliance nous semble une question décisive. C'est une question sur laquelle les militants ouvriers butent, chaque jour dans leur action quotidienne : quelles revendications sont-elles motrices, lesquelles unissent, quelles priorités dans l'action? L'*« union à la base pour le changement »* ne répond pas à ces questions ; plus encore, elle a pu entraîner sur des terrains seconds, dans ces années 70, où de nouvelles couches ont occupé le terrain des luttes sociales avec des revendications propres. Les phares ont été braqués sur certaines réalités, sur certaines luttes, qui pour importantes soient-elles, ne constituaient ni la réalité du prolétariat, ni les points d'appui essentiels pour sa lutte et celle du peuple de notre pays. Aussi, quand le rapport du Comité central du PCF écrit *« Mais sans doute faut-il s'interroger pour savoir si cette juste insistance que nous avons mise à mieux répondre aux besoins des catégories* (les plus exploitées) *n'a pas parfois été interprêtée comme une exclusivité, un désintérêt à l'égard des autres »*, sommes-nous tentés d'interroger, à l'inverse, si les intérêts prolétariens ont été préservés dans l'alliance contractée.

Une dernière raison conduit à cette interrogation : c'est l'objectif assigné à l'alliance, c'est la *« conquête majoritaire »* par la voie des élections. Une telle perspective, tracée dans le cadre de l'avancée démocratique au socialisme, ne peut conduire qu'aux concessions : puisqu'il faut gagner les 51%, gagnons-les, le poids de la classe ouvrière jouera après coup! Ce raisonnement, bien des militants du PCF l'ont tenu, affirmant : *« Le PS, c'est le réformisme, on le sait bien, mais quand on aura gagné les élections, tu verras ce que tu verras... »* Et on a vu... tout à fait l'inverse! Car un tel raisonnement est un marché de dupes. A tout prendre, sont plus crédibles aux élections, les réformistes par nature que ceux qui s'y résolvent par politique!

Voilà pourquoi le contenu politique de l'union est décisif ; toute concession sur le fond profite à celui à qui la concession a été faite. Un programme commun de gouvernement, proposé par le PCF au PS... qui conduit finalement le PS au gouvernement : n'est-ce pas un bien étrange résultat qui contraint à s'interroger sur son contenu.

Pièges ou erreurs ?

Le rapport présenté par Georges Marchais avance une autre explication au recul électoral : celle de la « guerre idéologique » menée contre le PCF. *« Systématiquement, méthodiquement, tout ce que nous avons dit et fait a été, soit carrément passé sous silence, soit caricaturé, déformé à outrance, jusqu'à signifier le contraire de ce que nous voulions vraiment et qui n'a jamais varié : créer les conditions du changement. »*. Sans doute. Les mensonges, les déformations, les attaques à l'encontre de la politique de la classe ouvrière constituent une donnée permanente de la lutte de classes. Les communistes vivent cela depuis toujours. La bourgeoisie leur tend des pièges, mais ils ne sont pas contraints d'y tomber. Aussi cette explication perd-elle beaucoup de poids quand le rapport insiste : *« Ce pilonnage idéologique incessant, cette distorsion de chacune de nos prises de position et même parfois, disons-le clairement, compte tenu de ce climat, certaines de nos prises de position elles-mêmes ont ainsi favorisé les mauvaises interprétations de nos intentions réelles, de nos objectifs véritables. Je pense notamment au combat que nous avons dû mener sur la question de l'union, par exemple avec le problème du désistement aux élections. Je pense également à certaines de nos prises de position relatives aux évènements internationaux, comme ceux d'Afghanistan. »*

« Mauvaises interprétations » de *« bonnes intentions »*, ou erreurs bien réelles utilisées ensuite ?

TOUJOURS SUR L'UNION

Tout d'abord, sur l'union. Le rapport se plaint *« de la façon tendancieuse dont certains présentent notre attitude, de renoncer à l'union de la gauche... »* Peut-être... mais les faits sont les faits, et dans la fameuse « polémique » opposant le PCF et le PS après la rupture de septembre 77, il est apparu à des millions de Français que le PS était « unitaire » et le PCF « diviseur », ou moins unitaire pour le moins ; les résultats électoraux ont sanctionné ce fait. Fut-il créé par les médias de toutes pièces? Le rapport aurait gagné à s'interroger davantage : la « polémique » côté PCF n'a-t-elle pas ressemblé à un pilonnage brutal et incompréhensible à tous ceux que la politique d'union de la gauche précédente avait habitués à identifier PS et PCF ? La nouvelle politique d'union à la base n'a-t-elle pas souvent exclu délibérément tout militant soupçonné de virer à droite, dès qu'il avait des responsabilités ou quelques liens avec le PS? Nous avons trop connu cette politique-là dans les entreprises de 1978 à 1981, nous avons trop vécu d'attitudes sectaires et d'exclusives anti PS à la base, pour attribuer l'image acquise à la seule manipulation des médias.

L'AFGHANISTAN

A propos de l'Afghanistan, le raisonnement n'est pas plus convaincant. Le rapport déplore la coïncidence malheureuse entre la signature à Moscou d'un communiqué exprimant des « divergences » entre le PCUS et le PCF et l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS, approuvée par Georges Marchais de Moscou même. Les journalistes ont conclu à un réalignement de la politique du PCF sur celle de l'Union soviétique, ces commentateurs malveillants! L'intérêt *« éminemment positif »* du communiqué est peut-être passé sous la trappe de l'évènement, mais il appartient à la direction du PCF, et à elle seule, la responsabilité d'avoir approuvé l'entrée des chars à Kaboul. Des millions de télespectateurs ont vu Georges Marchais sur leurs écrans en janvier 80, alors même que 61% de l'électorat du PCF —selon un sondage de mars 81—, et bon nombre de ses militants critiquent et désapprouvent l'intervention soviétique. Comment croire que le PCF a fondé ses rapports avec le PCUS sur des *« bases nouvelles, inédites »* alors que toute sa stratégie s'appuie sur *« l'avancée des forces de progrès »* dans le monde, identifiée à l'avancée des Soviétiques, dont l'entrée à Kaboul est présentée comme un des plus beaux fleurons? Si « l'intention réelle » de la direction du PCF est bien de souligner les divergences d'avec certaines conceptions antidémocratiques du PCUS, pourquoi ne remet-elle pas en cause un de ses actes les plus antidémocratiques, l'occupation par les armes d'une terre étrangère? Pourquoi ne met-elle pas comme critère d'un socialisme démocratique qu'il « n'exporte pas la révolution » ? Plutôt que d'incriminer les médias, en l'occurence, s'interroger en profondeur sur les rapports de forces internationaux, sur qui est force de progrès, qui ne l'est plus, sur qui est agresseur et qui subit l'intervention, semble une attitude de réflexion nécessaire que dictent les faits et les réalités du monde contemporain. Le rapport indique que *« la réalité des pays socialistes a changé »* et appelle à la *« réflexion critique »* sur le passé : la réflexion sur le présent, dont on peut mesurer les effets, importe aussi, en toute priorité.

VITRY

Les médias sont incriminés à une troisième occasion en ces termes : *« Nous avons été confrontés à de véritables campagnes de haine, de mensonges, de calomnies qui ont bénéficié du soutien de l'ensemble des moyens de communication de masse. S'agissant par exemple de ce qui a été appelé "l'affaire de Vitry", nous avons été victimes d'une provocation pure et simple et ensuite d'une dénaturation des faits afin d'inverser les responsabilités »*. Il est certain que les Stoléru et autres responsables capitalistes de l'expulsion et de la discrimination envers les travailleurs immigrés s'en sont donnés de tout cœur pour « charger » le PCF de tous les péchés racistes et se sont efforcés de redorer leur blason dans cette affaire. Mais une fois encore, la presse ni nous-mêmes n'avons inventé la « politique des quotas » dans certaines mairies du PCF, énoncée au nom des « intérêts de la classe ouvrière », dont on exclut du coup, la classe ouvrière immigrée : c'est une déclaration des maires communistes de Seine St-Denis qui définit cette politique en décembre 80. Le rapport précise *« Nous ne disons pas que toutes les initiatives qui ont été prises —que ce soit face aux problèmes que pose la constitution de véritables ghettos de la misère pour les familles immigrées ou encore face à la montée du trafic et de la consommation de la drogue— aient été sans défaut. Mais on ne peut comprendre réellement les évènements tels qu'ils se sont produits sans tenir compte de l'acuité des problèmes qui se trouvent maintenant posés dans certaines communes »*. La déclaration de décembre 1980 sera-t-elle réexaminée en profondeur, sera-t-elle rejetée? Le rapport avance une hypothèse et reconnait que *« peut-être cela a-t-il conduit, sans le vouloir, à tenter de résoudre les problèmes des gens à leur place et sans eux... »* Nous en avançons une autre, en nous appuyant sur une analyse faite par Marcel Rosette, maire de Vitry, lors d'un colloque sur « le PCF et les municipalités » organisé par l'Intitut Maurice Thorez : *« (...) du point de vue de notre gestion municipale, j'ai l'impression qu'à un moment donné, notre style d'intervention n'a plus cadré avec les besoins de la bataille politique (...) traditionnellement notre gestion municipale visait à satisfaire un certain nombre de besoins matériels de la population de nos communes. Cela, c'est incontestable, nous a conduit à une attitude trop confortable de gestionnaires. Nous faisions des réalisations, d'ailleurs extrêmement importantes, et nous nous en contentions*

un peu; nous avons parfois oublié les luttes pour arracher des subventions à l'Etat, pour mettre l'Etat devant ses responsabilités. Au fond cela nous plaçait un peu devant une contradiction matérielle : nous gérions des réalisations de plus en plus nombreuses, précisement au moment où l'Etat, tendait à reporter sur nous des charges sans cesse croissantes en restreignant les subventions aux communes (...) continuer à réaliser sans organiser les luttes pour obtenir les moyens nécessaires à ces réalisations, c'était à la limite nous contraindre à accroître le poids de la fiscalité locale, ce que voulait précisemment le pouvoir». Cette politique de «gestionnaire» n'a-t-elle pas conduit certains maires du PCF à tenter de se débarasser de la «question immigrée» et à s'opposer dans les faits à une partie de la classe ouvrière de notre pays? Autrement dit, il ne suffisait pas de reconnaître quelques «défauts» de certaines «initiatives» : en déceler les racines dans une politique de gestion municipale, inscrite dans la stratégie globale du PCF, en éviterait assurément le retour... et éviterait aussi de tomber dans les chausses-trappes tendues au cours de l'affrontement de classes.

Quelle stratégie?

Poursuivons l'analyse du rapport. La forme de l'union, les pièges tendus par la bourgeoisie sont, dit-il, *«des éléments qui ont sans aucun doute joué mais dont le caractère est neanmoins partiel et limité. Il faut aller plus au fond».*

CELLE DU XXIIIE CONGRES...

Et il pose le «problème fondamental», *«c'est celui qui existe entre le haut niveau des solutions qu'il faut nécessairement appliquer pour sortir le pays de la crise et le niveau réel des objectifs autour desquels il est possible de réaliser un large rassemblement dans les conditions politiques actuelles».* Et d'ajouter : *«nous n'avons pas réussi à nous faire comprendre de millions de travailleurs, de millions de victimes de la crise...».* Comment les convaincre, comment passer de ce bas niveau de compréhension et de mobilisation pour le changement à ce haut niveau de transformation nécessaire, comment combler ce «fossé»? Le rapport précise : *«Il y a un fossé, une contradiction qui nous pose une question fondamentale, celle de la voie par laquelle il peut être possible d'avancer réellement pour réaliser les objectifs transformateurs qui correspondent aux nécessités si on veut sortir de la crise»*, et après avoir examiné les réponses antérieures fournies par le PCF, il réaffirme la validité de la voie définie au XXIIe Congrès et au XXIIIe Congrès du PCF, celle de «l'avancée démocratique», en ces termes : *«cette stratégie de nos 22e et 23e Congrès est bien la bonne, la mieux adaptée aux nécessités. En particulier, c'est seulement cette conception de la marche au socialisme comme un processus d'avancées démocratiques où chaque position nouvelle constitue un point d'appui pour aller plus loin, c'est seulement cette conception qui peut nous permettre de résoudre le problème que nous pose l'existence de ce fossé entre les exigences objectives de la transformation de la société et la conscience politique des forces populaires telle qu'elle est.»* Et encore : *«Cette voie, c'est la voie de la lutte : luttes sociales et luttes électorales pour obtenir des conquêtes démocratiques toujours plus poussées, pour disposer de positions nouvelles, d'acquis nouveaux afin de modifier pas à pas le rapport des forces sociales et politiques».* Et il invite l'ensemble du parti à mieux *«traduire concrètement»* la *«stratégie d'avancée pas à pas»*, stratégie «d'avancée démocratique» que, selon le rapport, le PCF a trop tardé à élaborer et qui s'enracine dans une recherche ancienne et difficile pour découvrir une voie française pour un socialisme à la française.

... EST-ELLE BIEN LA BONNE?

Ainsi, le rapport du Comité central du PCF reconnaît le sérieux de l'échec rencontré... mais maintient sa stratégie «d'avancée démocratique». C'est bien là où le bât blesse.

Car, au fil de l'analyse des raisons de l'échec, il nous est apparu que chacune d'elles s'inscrit parfaitement dans la stratégie «d'avancée démocratique», de conquêtes «pas à pas», de «prises de positions et de bases d'appui», où la voie électorale joue une rôle décisif. Récapitulons..

La stratégie d'Union de la gauche fondée sur le programme commum se situe dans la logique de l'avancée démocratique, l'objectif étant de conquérir, grâce à l'alliance électorale, des positions au plus haut niveau de l'Etat. Or, moins de dix années après sa mise en œuvre, c'est l'allié PS qui rafle toutes les positions-clé dans l'Etat... et décide de l'entrée de quatre ministres communistes au gouvernement contraints d'y faire la politique du PS, bien entendu. Ce faisant, la solution social-démocrate a été remise en selle dans le pays et l'expression des revendications propres de la classe ouvrière se trouve estompée et subordonnée à une «politique de changement» des plus floues, plus conforme aux aspirations des «couches nouvelles» qu'à celles de la classe ouvrière. Au total, celle-ci a perdu en autonomie, en affirmation de ses points de vue propres, en capacités combatives et organisatives.

Quand le PCF, de 1977 à 1981, tente de mettre en évidence les risques de la solution social-démocrate, la perspective d'avancée électorale qui domine toujours, empoisonne les explications et les tactiques... Le PCF y perd des suffrages. La classe ouvrière quant à elle, subit une politique de division et d'isolement des plus négatives face à l'offensive du capital monopoliste de «restructuration» sur le dos de la classe ouvrière.

La politique gestionnaire pour tenir les municipalités, positions privilégiées dans «l'avancée démocratique» conduit elle aussi à de graves erreurs et divisions : on en vient à opposer classe ouvrière française et classe ouvrière immigrée... et à contribuer au racisme et à la xénophobie ambiants.

Aussi, «aller plus au fond» conduit-il à remettre en cause — au fond — la stratégie «d'avancée démocratique». Sont-elles des «positions», des «bases d'appui» si précieuses et si solides, ces municipalités et ces victoires électorales, si leurs conquêtes se font aux dépens de l'autonomie politique de l'organisation, de l'unité des forces ouvrières contre le capital monopoliste? On croit «avancer» à chaque mairie gagnée, à chaque score amélioré, et pour ce faire on est prêt à des petites ou grandes entorses, dans la politique de classe, on est prêt à quelques concessions sur la politique et à sacrifier au vent montant social-démocrate ... et au bout du compte, on perd beaucoup, les scores, les municipalités des élections municipales auraient enregistré aussi un recul si elles avaient eu lieu en juin....— et on perd surtout, un bien beaucoup plus précieux, des forces accumulées et organisées de la classe ouvrière dans la lutte contre le capital. Voilà la première question que pose à l'évidence la mise en œuvre de la stratégie «d'avancée démocratique».

...POUR QUE LE POUVOIR SOIT AUX TRAVAILLEURS?

Il y a une autre question, devenue terriblement d'actualité avec l'arrivée du Parti socialiste au gouvernement : cette stratégie conduit-elle effectivement à la construction d'une France socialiste. C'est le point de vue du Parti socialiste, c'est celui du Parti communiste français, même si leurs projets socialistes divergent assez sérieusement et s'inscrivent dans des perspectives internationales opposées, l'un construit dans le cadre européen, l'autre dans celui de l'avancée des «forces de progrès», celle de l'expansion soviétique dans le monde.

Nous verrons bien, mais cette stratégie de grignotages succesifs des pouvoirs arrachés à une bourgeoisie toujours bien en place, cette stratégie de réformes qui limitent progressivement les moyens de la domination capitaliste, nous semble vouée à l'échec. On avancera démocratiquement, certes, mais vers quoi? Vers le socialisme ou bien vers un capitalisme monopoliste mieux adapté, mieux régulé, plus supportable à une classe ouvrière néanmoins toujours foncièrement exploitée? Le rapport du Comité central du PCF affirme :

«La défaite de la droite ouvre des possibilités nouvelles pour obtenir des résultats positifs. Nous pensons qu'il convient d'utiliser ces possibilités sans réticence, de manière responsable.

»Les travailleurs doivent évidemment se garder de l'idée que les choses pourraient se régler d'en haut et sans eux. Ce serait aller avec certitude vers de graves désillusions. Il est en effet bien évident que la droite et le patronat conservent des forces importantes et qu'ils sont bien décidés à les utiliser contre le changement.»

Des possibilités nouvelles, oui. Mais lesquelles? : s'agit-il une fois encore de gérer de manière responsable? De quelles forces la droite et le patronat disposent-ils? C'est une des questions-clés que le rapport escamote : celle de l'Etat capitaliste. Cet instrument de la domination capitaliste est resté inchangé depuis la victoire de la gauche : mêmes lois, mêmes mécanismes pour définir les orientations économiques, pour fixer le SMIC et le traitement des fonctionnaires, mêmes règles juridiques qui font qu'un Willot peut mettre au chômage plus de 20 000 travailleurs et même logique économique qui fait dire que la «prudence» et le «réalisme» s'imposent en tous les domaines. Alors? Peut-on utiliser ce même appareil d'Etat, ses mêmes serviteurs, administrateurs, policiers et juristes, ses mécanismes de fonctionnement, rôdés au service de la classe capitaliste ..... pour déposséder la classe capitaliste de ses propres moyens et pouvoirs, de ses biens? Ou encore, un appareil conçu pour le service d'une minorité d'exploiteurs peut-il œuvrer dans le sens da la grande masse des exploités? Voilà les sérieuses questions auxquelles le rapport du Comité central du PCF répond par l'affirmative sans exprimer l'ombre d'un doute semble-t-il. Les expériences positives ou négatives d'autres prolétariats et peuples, vécues dans des situations historiques profondément différentes de la nôtre, il est vrai, mettent en évidence la nécessité de détruire l'appareil d'Etat capitaliste et de déposséder les capitalistes des moyens fondamentaux d'exploitations, leurs usines, leurs banques, les moyens de transport et de commerce...; la voie de l'avancée progressive par les moyens de la démocratie bourgeoise mise en place par la bourgeoisie elle-même, et pour elle-même, n'ont jamais conduit, qu'au maintien des exploiteurs. Ou bien, à l'affrontement, le dos au mur, et dans les pires conditions, avec la réaction et la contre-révolution, comme au Chili. Ce ne sont pas là des affirmations théoriques, mais des réalités bien concrètes, vécues ailleurs et dans d'autres conditions, mais qu'il importe d'examiner avec attention.

Comme il importerait d'examiner à fond une question que le rapport présenté par Georges Marchais n'aborde à aucun moment : celle de la rupture avec la logique impérialiste inscrite dans le développement politique et économique de notre pays. «L'avancée démocratique» a-t-elle l'objectif et les moyens d'établir de nouveaux rapports avec le Tiers Monde, de rendre indépendants les territoires coloniaux français prétendument appelés DOM-TOM, de s'opposer à la politique de guerre des deux superpuissances? A lire et connaître d'autres documents du PCF, nous répondons par la négative à ces questions-clés, mais il nous faudrait y revenir dans le détail.

Ces dernières questions —et les autres soulevées par ces quelques remarques— devraient impérativement être étudiées et discutées dans les rangs ouvriers et communistes. Faute de quoi, les mêmes stratégies produisant les mêmes effets, un futur rapport du CC du PCF pourrait bien, une fois encore, dans deux ou trois ans, dénoncer la malignité du PS qui a utilisé les ministres communistes au gouvernement, critiquer sa réforme de décentralisation comme un leurre pour la démocratie et s'en prendre aux mensonges des médias à l'encontre du PCF. Un tel rapport pourrait une fois encore déplorer que les larges masses ne comprennent pas le «haut niveau transformateur» de sa politique. Mais si cette politique était à reconsidérer — en profondeur — dès aujourd'hui, à la lumière des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière de notre pays et de ses alliés : rompre radicalement avec la logique impérialiste et capitaliste et détruire l'instrument des exploiteurs, l'Etat capitaliste ? Et si cette politique était à rejeter car elle va, dans les faits, à l'encontre des intérêts révolutionnaires du prolétariat? C'est notre conviction et nous sommes prêts à en discuter, preuves à l'appui.

PROLETARIAT

reparait

DU PCUS

• **CHINE : PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME**

SOCIAL-DEMOCRATIE A LA FRANÇAISE

REVUE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

Juillet 1981 - N°22 — 12,00F

AU SOMMAIRE DU N° 22 :

– le XXVIe Congrès du PCUS.
– les problèmes économiques du socialisme en Chine.
– La social-démocratie à la française : avec trois articles :
  – le renouveau social-démocrate
  – le projet économique des 110 propositions.
  – thèses et courants : la rupture, la décentralisation.

Prix au numéro : 12,00 francs (plus port : 2,50 francs)
Passez vos commandes à L'HUMANITÉ ROUGE
BP 201 – 75926 – Paris cedex 19
Réglement à l'ordre de PRESSE D'AUJOURD'HUI